

**Réponse de Lagardère Active à la consultation publique de l'ARCEP sur
l'analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des
services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre**

Lagardère Active éditeur à la fois de services de radios avec Europe 1, RFM, Virgin Radio, et de télévision hertzienne terrestre avec GULLI, se réjouit de la démarche de l'ARCEP et souhaite apporter sa contribution à la réflexion sur l'analyse du marché de gros des services de diffusion permettant la redéfinition des principes de régulation.

Concernant le marché de gros dans le secteur de la télévision hertzienne, Lagardère Active soutient pleinement les démarches de l'ARCEP visant à garantir l'exercice d'une concurrence véritable dans l'activité des services de diffusion.

Lagardère Active s'associe aux analyses développées par la société NTN dans sa réponse à la consultation. Les évolutions observées depuis 2009 sur le marché de gros de la diffusion hertzienne terrestre (position dominante confortée de TDF s'agissant des sites du réseau principal, difficulté d'émergence d'une concurrence active s'agissant du réseau secondaire) justifient en effet que soit envisagé un encadrement tarifaire du type de celui évoqué par l'ARCEP dans la question 6 de la consultation, cet encadrement pouvant utilement s'accompagner d'un renforcement des dispositifs d'orientation des tarifs vers les coûts, pour les sites non répliqués à ce jour.

La consultation ouverte par l'Autorité met au cœur de son analyse la définition du marché de gros des « services de radiodiffusion, destinés à livrer un contenu radiodiffusé aux utilisateurs finals » et fait référence à plusieurs reprises au marché de la radiodiffusion. En tant qu'éditeur de services de radios d'une part, et autodiffuseur de ses propres radios d'autre part, Lagardère Active souhaite mettre l'accent dans sa contribution sur la nécessité d'un bilan et d'une réflexion sur les perspectives de régulation du marché de gros des services de diffusion radio hertzienne terrestre. Lagardère Active souhaite que cette dimension du marché de gros ne soit pas négligée par l'ARCEP dans son analyse, en ce qu'elle est nécessaire et tout aussi pertinente que celle sur la diffusion télévisuelle.

Dans la conclusion de son rapport remis au Parlement le 30 juin 2009, l'Autorité concluait : « les pouvoirs de régulations *ex post* dont dispose l'Autorité de la concurrence apparaissent suffisants sur le marché de la diffusion de services radio hertzienne terrestre en mode FM au vu de la situation concurrentielle satisfaisante sur ce marché. Ceci est corroboré par l'absence de saisine de l'Autorité à ce jour en règlements de différend sur ce marché ».

Les particularités du marché de la diffusion des services de radio méritent pourtant, plus que jamais peut-être, une attention particulière de la part de l'Autorité. A titre d'exemple, la perspective d'un maintien durable de la diffusion en mode analogique FM (le calendrier de lancement de la RNT restant relativement incertain) rend important pour les acteurs du monde de la radio l'examen par l'Autorité des enjeux de la diffusion FM.

Plus de 2 ans après la remise de ce rapport, la société TDF continue à exercer une influence significative sur ce marché et à agir en opérateur dominant, ce qui ne permet pas de garantir une véritable et saine concurrence du marché.

Cette situation reste préoccupante pour les raisons suivantes :

- a. Les revenus de la diffusion radio FM pour la société TDF représentent une part significative de son revenu total, soit 20%, et ce de manière pérenne, quand le revenu généré par la TNT est de 23% du chiffre d'affaires (CA) consolidé 2010-2011 (source : TDF – portrait du groupe 2010-2011). Il est à noter également que, suite à son évaluation par les agences de notation, TDF a communiqué fin mars 2011 un excédent brut d'exploitation de 44% sur un chiffre d'affaires de 1,52 milliards, les investissements s'élevant à 15% du CA ces 3 dernières années.
- b. Un certain nombre de sites de diffusion TNT qui sont également des sites de diffusion FM, ne sont, comme le précise l'Autorité, pas répliquables, soit pour des raisons géographiques (Tour Eiffel, site du Pic du Midi, Lyon Fourvière, Mulhouse Belvédère, Nancy Malzéville, Toulon Cap Sicié, etc.) soit pour des raisons économiques ou d'environnement (Nantes Hautes Goulaine, Neufchâtel en Bray, Lille Bouvigny, Boulogne sur Mer Mont Lambert, Bordeaux Bouillac, Bayonne La Rhune ...). Sur ces sites, la société TDF refuse catégoriquement à Lagardère Active « autodiffuseur » de proposer des offres d'accueil, nous imposant la location de matériels techniques à des tarifs dont l'orientation vers les coûts ne semble pas établie.
- c. De manière générale, sur ces sites non répliquables comme sur tous ses sites, la société TDF refuse également de proposer à Lagardère Active un accueil (mise à disposition du local technique et de l'énergie, accès aux antennes et hébergement des matériels de Lagardère Active), nous imposant donc ses tarifs sans aucune discussion possible sur les éléments objectifs et pertinents conduisant à ces mêmes tarifs, accueil qui est également proposé par son concurrent direct.
- d. L'efficacité des tarifs pratiqués par la société TDF sur l'ensemble de ses sites, et plus particulièrement sur les sites non répliquables, n'a pu être démontrée par la mise en œuvre du cycle 2 de régulation de l'ARCEP, la tarification des prestations de la société TDF apparaissant opaque. La mise en place d'un modèle de coût efficace demanderait une analyse approfondie de la valeur des actifs de la société TDF site par site, ce qui donnerait à l'Autorité les outils nécessaires pour réguler le marché de la diffusion radio FM.
- e. Lagardère Active a également constaté, dès que TDF se voit imposer une ouverture à la concurrence sur un de ses sites (par exemple suite à la demande d'accès de Towercast au site de la Grande Jeanne exploité par TDF à Annecy), une baisse substantielle des tarifs de diffusion sans incidence sur la nature et la qualité du service.

Au regard des points mentionnés ci-dessus, Lagardère Active considère donc qu'il est particulièrement pertinent de réguler *ex ante* le marché de la diffusion radio FM au même titre que celui de la TNT. Une bonne régulation de ce marché et l'entrée de diffuseurs alternatifs sur ce marché passeront inévitablement, et comme le précise l'Autorité dans son rapport, par «... le maintien sur le long terme d'un espace économique suffisant entre les différentes offres de gros de la chaîne de valeur de la diffusion...». De même, Lagardère active partage le fait que le constat de « non répliquabilité de certains sites nécessite d'imposer une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts afin d'empêcher l'opérateur dominant de tirer une rente de sa situation de monopole ». Cette démarche n'est possible qu'avec une intervention *ex ante* sur les tarifs de gros, outil dont ne dispose pas le droit de la concurrence ».

Lagardère Active soutient en ce sens les mesures que l'ARCEP pourrait préconiser et mettre en œuvre. Les équipes de Lagardère Active se tiennent à la disposition des services de l'ARCEP pour expliciter les raisons et les enjeux d'une régulation ad hoc en particulier pour le marché de la radiodiffusion.